

Une coopération forte avec l'UE est essentielle après le coronavirus

La coopération entre l'UE et la Suisse a été plus intense que jamais pendant la période du Corona. Les deux parties en ont bénéficié. Il faut maintenant assurer un suivi. Il est important de profiter de l'élan créé et de substituer aux rapports perturbés entre la Suisse et l'UE, marqués par des désaccords constants, des relations régulées sur le long terme. Covid-19 ne doit pas conduire à un nouveau nationalisme et au protectionnisme. Au contraire : surtout maintenant, alors que pratiquement tous les pays européens sont menacés par la récession, une coopération transfrontalière accrue est nécessaire. Des relations normalisées avec l'UE sont vitales pour la Suisse. Saisissons l'occasion d'un nouveau départ, pour enfin inscrire notre relation avec l'Europe dans la durée, pour notre bénéfice mutuel.

Domaines faisant l'objet de mesures coordonnées

Lors de la pandémie du corona, la Suisse a été intégrée très tôt dans les efforts de coordination au niveau de l'UE. Elle a eu accès à la base de données par laquelle l'UE échange des informations sur la santé et coordonne des mesures. Les conseillers fédéraux ou leurs principaux fonctionnaires ont été connectés aux vidéoconférences des ministres de la santé et de l'intérieur de l'UE. La Suisse et l'UE ont coordonné leurs capacités pour les vols de rapatriement. Près de 50 patients français ont ainsi été admis dans les hôpitaux suisses dans le cadre d'une coopération spontanée, efficace et non bureaucratique, qui témoigne d'une solidarité transnationale. La Suisse a aussi aidé l'Italie avec du matériel de protection.

Assistance de Bruxelles

Les interdictions nationales d'exportation d'équipements de protection ont frappé la Suisse de plein fouet au début de la crise. L'intervention de la Commission européenne a été importante: premièrement, les différentes approches nationales ont été harmonisées et deuxièmement, la Suisse a été incluse dans les arrangements de l'UE et exemptée de toutes les restrictions à l'exportation. En outre, l'UE a reporté d'un an l'applicabilité d'une ordonnance révisée sur les dispositifs médicaux prévue pour le 26 mai 2020. Elle s'est ainsi abstenue de prendre des mesures unilatérales dans la situation de crise, aussi dans l'espoir que l'accord-cadre serait signé rapidement. Pour l'industrie suisse des technologies médicales, cela signifie qu'elle ne perdra pas l'accès au marché intérieur européen pour le moment.

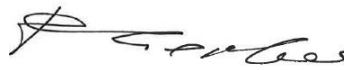
Une politique européenne tournée vers l'avenir

En tant qu'économie fortement intégrée au cœur de l'Europe, la Suisse bénéficiera à court terme notamment du rétablissement complet de la libre circulation des personnes et de la liberté de circulation transfrontalière de Schengen. Lors de la crise COVID-19, l'UE s'est montrée très accommodante envers la Suisse, pays non membre. Toutefois, cela ne représente pas une garantie pour l'avenir. Pour une sécurité juridique à long terme et de nouveaux accords, tels qu'un accord sur l'électricité ou la poursuite du programme-cadre de recherche Horizon, il faut désormais un engagement en faveur d'une politique européenne tournée vers l'avenir, principalement par le rejet de l'initiative de limitation le 27 septembre 2020.

Pour la Plateforme Suisse Europe (PSE)



Flavia Kleiner
Co-présidente



Jean-Daniel Gerber
Co-président

La Plateforme Suisse Europe (PSE) est un organe de coordination des organisations indépendantes dans le dossier européen. Ses membres sont le Forum de politique étrangère (foraus), le Nouveau mouvement européen Suisse (Nomes), l'Opération Libero, l'Association suisse de politique étrangère (SGA-ASPE), l'Association La Suisse en Europe (ASE), l'organisation Notre droit et la Société de coopération transfrontalière (GFGZ).